

CCVF 53, rue de Rome 75001 PARIS

CF VDP 12, rue Sainte Anne 75008 PARIS

CNAOC 12, rue Sainte Anne 75001 PARIS

FNSEA 11, rue de la Baume 75008 PARIS

Jeunes Agriculteurs 14, rue La Boétie 75382 PARIS Cédex 08

Communiquent

Paris, le 21 juin 2006

Nous avons besoin d'une politique ambitieuse, pas d'un plan social !

La Commission européenne présentera le 22 juin prochain ses orientations pour la réforme de l'OCM viti-vinicole. Selon nos informations, la Commission européenne privilégie une politique défensive d'abandon et non pas une politique offensive.

Aujourd'hui, l'analyse de la situation viticole par la Commission européenne est partiellement erronée. Elle propose des solutions inadaptées. En effet, l'évaluation de l'excédent structurel, ainsi que la diminution de la consommation interne sont exagérées. Les difficultés actuelles résultent d'une diminution des exportations de vins.

Dans un contexte de consommation mondiale en augmentation, les parts de marché des vins européens sont en baisse. C'est pourquoi, la première des priorités pour la production viticole communautaire est la reconquête des marchés, la valorisation des produits, la communication et la promotion.

Le plan d'arrachage proposé par la Commission européenne fait disparaître 12% de la superficie viticole de l'Europe (400 000 ha). Nous dénonçons ce plan social massif qui entraînera la disparition de milliers d'exploitations et favorisera le développement des pays tiers concurrents.

Enfin, la Commission veut libéraliser le secteur des vins de table, autoriser la vinification de jus venant de pays tiers et le coupage de vins européens avec des vins de ces pays. La filière française souhaite que soit renforcée la compétitivité des vins européens pour mieux l'adapter aux attentes du marché par une politique de modernisation. Cela doit se faire dans le respect de la sociologie viticole, de la qualité et de l'authenticité des vins européens. Nos organisations craignent que le consommateur soit troublé par le choix d'un vin industriel à la qualité et à l'origine incertaines.

Ce n'est pas une politique digne du leader mondial. Nous lançons un appel solennel aux pouvoirs publics français pour qu'ils se mobilisent fortement dans les mois à venir pour infléchir ces orientations.

Contacts :

- **CCVF** - Christine ASSY : **01 45 22 37 00**
- **CFVDP** - Jérôme ROUZIER : **01 40 20 93 80**
- **CNAOC** - Pascal BOBILLIER-MONNOT : **06 10 26 74 73 et 01 42 61 21 25**
- **FNSEA** - Arnaud LEMOINE : **01.53.83.48.83**
- **Jeunes Agriculteurs** - Valérie PETITJEAN : **06.62.21.33.69**